



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Discours du 1^{er} mai 2015, Sion
Aldo Ferrari, membre du Comité directeur d'Unia

(Le discours prononcé fait foi)

« Le 9 février 2014, on a aussi tué l'AVS ! »

Travailleuses, Travailleurs, Camarades, Chères et chers collègues,

Un grand merci à l'Union syndicale du Valais pour l'invitation qui m'a été faite pour fêter ce 1^{er} mai avec vous et j'en profite pour vous transmettre les salutations du comité directeur d'Unia. En ce 1^{er} mai, vous me permettez d'abord d'avoir une pensée pour tous les syndicalistes qui luttent quotidiennement dans le monde pour le respect de la dignité des salariés y compris parfois au prix de leur vie... Sans eux et sans ceux qui ont lutté avant nous, cette fête ne serait pas ce qu'elle est. L'expression de la fierté et de la dignité d'hommes et de femmes debout. L'histoire veut que ce soit aux Etats-Unis que le 1^{er} mai est né, là-même où aujourd'hui la discrimination raciale reprend de la vigueur et où la stigmatisation de la couleur conduit à des dérapages policiers inacceptables dans une démocratie.

Mais veillons-nous de ne pas suivre cette voie-là, même s'il faut constater que le climat politique dans notre pays en prend parfois le chemin. En particulier, quand au nom du respect de notre identité, on méprise celle des autres. Et surtout lorsque l'on surfe sur la vague de la crainte que suscite chez chaque être humain, l'inconnu. Celui que l'on peut mépriser parce que l'on ne l'a jamais côtoyé et surtout parce qu'il est tellement plus confortable de parler de ce que l'on a entendu dire au Café du commerce que de se confronter à cet inconnu qui traverse au prix de sa vie la méditerranée pour trouver, ou plutôt retrouver, l'espoir d'une vie meilleure.

Il en a été ainsi des saisonniers italiens qui cueillaient les abricots du Valais ou s'occupaient des vaches des alpages des pays de Vaud et Fribourg. Certains d'entre eux ou leurs enfants sont devenus présidents du Club de foot ou entraîneurs, certains sont devenus des patrons de la construction et d'autres même des syndicalistes comme celui qui peut vous parler aujourd'hui, parce que la Suisse a accueilli sa famille quand son pays n'était pas capable de lui fournir du travail. C'est cette Suisse-là dans laquelle le mouvement syndical veut et doit croire. Cette Suisse de l'ouverture, cette Suisse de l'avant 9 février 2014... Comment peut-on renoncer à un accord sur la libre circulation qui permet à chacun, pour autant qu'il ait un emploi, de circuler librement et de vivre là où il travaille comme de s'y établir avec sa famille. Et n'est-ce pas la moindre des choses d'offrir des prestations sociales ou d'assurance-chômage à quelqu'un qui venu travailler ici et qu'il se voit licencier par son employeur suisse ? Sommes-nous si prétentieux pour imaginer que dans un accord bilatéral nos voisins européens n'ont droit qu'aux désavantages et nous aux avantages ? Mais non bien sûr. Il nous a manqué 20'000 voix en février 2014 parce que les partons suisses ne se sont pas engagés comme ils l'avaient fait lors des initiatives Schwarzenbach dans les années 70, mais aussi parce qu'on a menti au peuple suisse. Aujourd'hui nous mesurons les conséquences de ce mensonge et le dialogue avec l'Europe devient chaque jour un peu plus difficile parce qu'il n'y aura pas de compromis de l'Europe sur la libre circulation... et les promoteurs de l'initiative contre l'immigration de masse le savaient très bien. Quand M. Blocher accuse les welches d'être de

mauvais patriotes, il s'attaque volontiers à ceux qui sont proches de la France, ces fainéants de « Franzosen »... mais il s'attaque surtout à ceux qui ne pensent pas comme son parti. Lorsqu'il s'en prend ensuite aux résultats du vote des grandes villes alémaniques, c'est encore contre ceux qui ne sont pas du même avis...quel piètre respect de la démocratie et de la volonté du peuple, mais là aussi M. Blocher en fin stratège sait très bien ce qu'il fait... Il sait que si l'on veut revoter un jour il ne faudra pas convaincre que la majorité du peuple mais aussi les cantons et là... les majorités ne sont ni en Suisse romande ni dans les grandes villes alémaniques...Et nous devons revoter ! Non pas pour remettre en cause la décision du peuple mais pour voter sur l'ensemble de nos relations avec l'Union européenne, notre principal partenaire commercial dont dépend une grande partie de notre industrie et des emplois qui y sont liés. Il en va de notre avenir...Ce n'est pas aux collègues de l'industrie valaisanne de Constellium et d'Alcan que je dois l'expliquer !

Mais le 9 février on a aussi tué l'AVS...on a encore une fois oublié l'apport de l'immigration. Le solde migratoire de ces dix dernières années a permis de financer notre AVS et il a déjoué les pronostics catastrophistes de l'époque où un certain Pascal Couchepin nous promettait la retraite à 67 ans... Avant la magistrale déculottée que nous avons infligée à la baisse du taux de conversion avec notre victoire référendaire de 2010. Près de $\frac{3}{4}$ du peuple suisse nous a suivi pour s'opposer au parlement et maintenir le niveau des rentes...Et nous pourrions gagner aussi la prochaine bataille politique sur les retraites si nous restons unis - comme en 2010 - et que nous affrontons avec courage et détermination le défi démographique qui est devant nous. En l'état le projet du Conseil fédéral « Prévoyance 2020 » est inacceptable pour nous sur de nombreux points sauf sur un: une votation populaire sur le paquet des 1^{er} et 2^{ème} piliers. Nous voulons discuter du niveau des rentes et nous ne voulons pas de la tactique du salami avec des votes séparés où le peuple se perdra dans des débats techniques et des statistiques obscures et lacunaires comme des pronostics plus ou moins crédibles. Une certaine droite dure verrait bien le démontage du paquet du Conseil fédéral pour pouvoir stigmatiser l'une ou l'autre catégorie de la population et enfoncer encore un peu plus le clou de la prétendue guerre de générations. Camarades, sachons raison garder. La solidarité existe dans tout régime d'assurance sociale et cette guerre des générations pourrait nous faire oublier que ceux qui étaient là avant nous, nous ont aussi légué une situation sociale et économique florissante et un pays, une Europe sans guerres. Cela aussi ça a un prix. Celui de la reconnaissance qui n'a jamais manqué au peuple suisse, pour preuve son attachement à l'AVS garante de la solidarité du plus riche avec le plus pauvre et des gros salaires avec les plus petits. Nous avons le seul système au monde où la cotisation sur le salaire ne connaît pas de plafond. La rare contribution des Ospel et autres Vasella à la solidarité.

Ce paquet du Conseil fédéral ne nous plaît pas parce que ce sera de nouveau aux femmes, comme lors de la 10^{ème} révision de l'AVS, de payer le prix fort avec un nouveau relèvement de l'âge de la retraite alors qu'en terme d'égalité salariale, elles continuent d'être moins payées de près de 20%... comme si la constitution fédérale qui a ancré le droit à l'égalité salariale n'existait pas et que le respect de la constitution ne devait s'appliquer que dans certains domaines (au hasard en matière d'immigration par exemple). Il a fallu attendre 50 ans pour l'assurance maternité, ce ne saurait se reproduire en matière d'égalité salariale...

La suppression de la rente de veuve et de veuf pour les personnes sans enfants, la diminution de la participation de la Confédération au financement de l'AVS et le frein à l'endettement de celle-ci ne nous conviennent pas plus que l'abaissement du taux de conversion de 6,8 à 6% que rien ne justifie aujourd'hui. C'est pourquoi nous avons lancé notre initiative AVS plus qui veut améliorer les prestations de 10% pour tous les rentiers sans distinctions. Elle profitera à tous mais en particulier pour respecter le mandat constitutionnel fixé par notre Constitution fédérale. Toute la droite et l'économie nous annonce la faillite du système des retraites avec le vieillissement de la population

comme si celui-ci était une tare de la civilisation. Si nous ne voulons pas nier le défi démographique lié au Baby-boom et si personne ne conteste qu'il faudra trouver le financement adéquat il serait aussi utile de poser la question au peuple s'il est prêt à payer plus pour avoir plus. Ce qui est certain, c'est qu'il ne paiera pas plus pour avoir moins !

Notre pays connaît une situation de l'emploi enviée par beaucoup et nous ne saurions laisser la BNS détruire cette situation par l'abandon du taux plancher comme elle l'a décidé en janvier. Cette suppression avait suscité un tôle de toute l'économie mais celui-ci a laissé la place depuis à des messages politiques sur la nécessité d'assouplir le marché du travail, de refuser une amélioration des mesures de contrôle des conditions de travail en attendant de supprimer les mesures d'accompagnements qui protège les salaires de nos CCT dans un seul but : continuer à restructurer et délocaliser. En quelques mots : faire payer la facture aux salariés !

Si la BNS est autonome, la politique monétaire est l'affaire du Parlement et du Conseil fédéral. La politique actuelle de la BNS met en péril l'emploi. Avec l'introduction des taux négatifs sur les liquidités, c'est aujourd'hui plus de 50 milliards de francs des assurés des caisses de pensions qui pourraient à terme être grevés d'un intérêt négatif : il appartient au Conseil fédéral et au Parlement de mettre fin à ce hold-up du siècle !

Mais c'est votre présence et votre solidarité qui restent les seuls garants de la justice sociale. La lutte continue !

Vive le Valais,
Vive la Suisse,
Vive les travailleuses et les travailleurs du monde entier !